Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

# Comment Washington et les ONG « Soft Power » ont manipulé le nombre de morts au Nicaragua pour entraîner un changement de régime et des sanctions.

Par Max Blumenthal
Mondialisation.ca, 04 août 2018
Grayzone Project

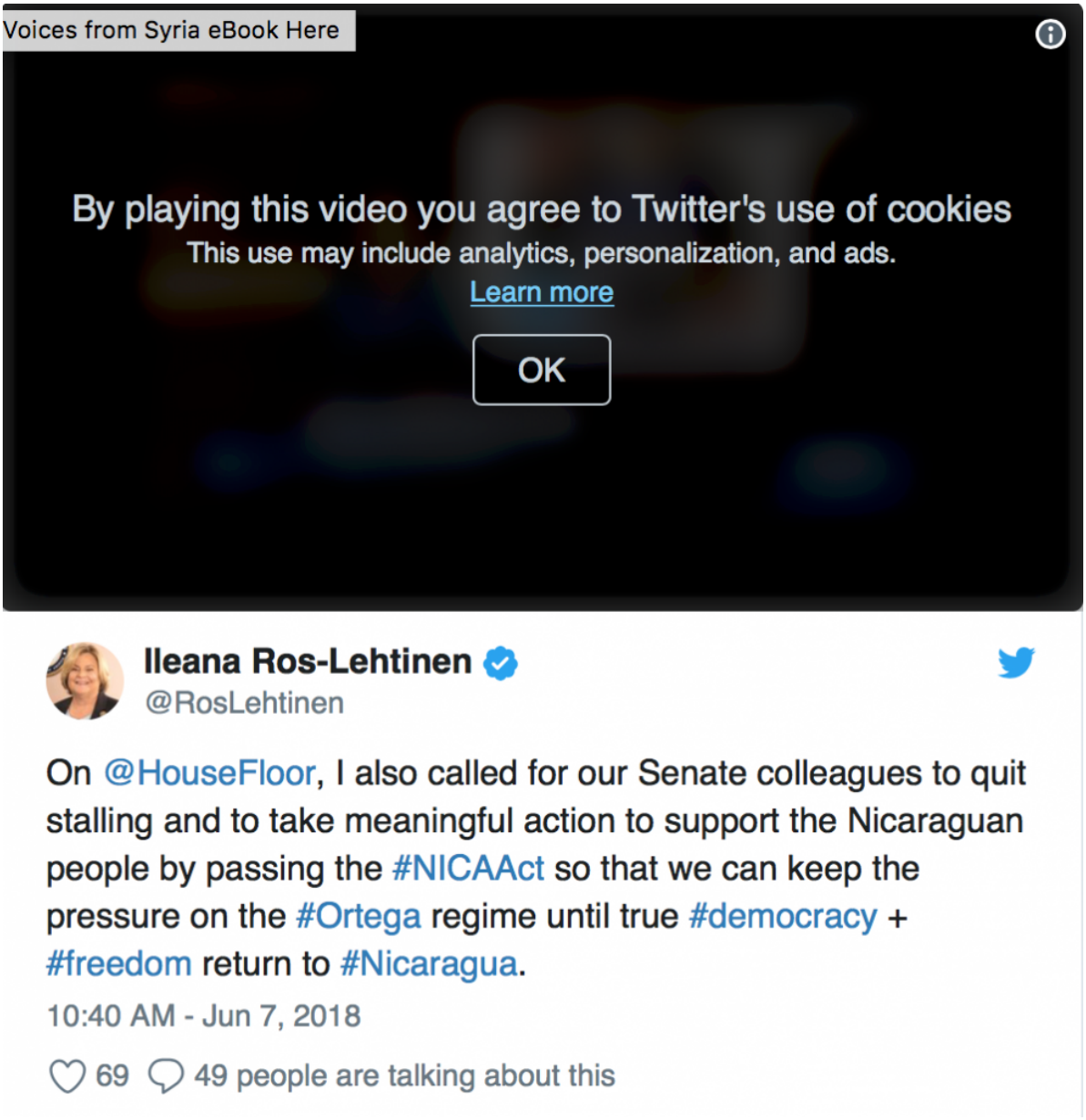
Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Désinformation médiatique, Droits humains et État policier, Services de renseignements

Le gouvernement sandiniste du Nicaragua a-t-il vraiment tué plus de 300 manifestants pacifiques ? Une analyse médico-légale du nombre de victimes révèle que l'affirmation est un mensonge dangereux.

Une étude détaillée du nombre de morts enregistrés au Nicaragua depuis la violente campagne de destitution du président Daniel Ortega et de son gouvernement sandiniste montre qu'au moins autant de partisans sandinistes ont été tués que de membres de l'opposition. L'étude, « Monopolizing Death« , montre comment les ONG locales partisanes ont compté tous les décès survenus depuis avril, y compris les accidents et les meurtres de Sandinistes, avec les meurtres commis par les forces pro-gouvernementales. Washington s'en est emparé pour plaider en faveur de sanctions et intensifier les pressions pour obtenir un changement de régime.

La manipulation du nombre de morts fut la pièce maîtresse d'une harangue du 25 juillet par la représentante républicaine Ileana Ros-Lehtinen devant la Chambre des Représentants (ie Assemblée Nationale). Alors qu'elle plaidait en faveur d'une résolution bipartite condamnant le président nicaraguayen Daniel Ortega pour avoir soi-disant ordonné le massacre de manifestants, Ros-Lehtinen a déclaré : « Monsieur le Président, quatre cent cinquante ! C'est ainsi que de nombreux Nicaraguayens ont été tués par le régime d'Ortega et ses voyous depuis le mois d'avril de cette année ».

L'image d'un régime dictatorial qui abat les manifestants pacifiques sans défense a été conçue pour exercer une pression en vue d'une attaque contre l'économie nicaraguayenne sous la forme d'une série de sanctions, comme la loi Nica (*Nica Act*). Son récit fut appuyé par le vice-président Mike Pence, qui a condamné le gouvernement nicaraguayen pour « 350+ morts aux mains du régime », et par Ken Roth, directeur exécutif de *Human Rights Watch*, qui a également laissé entendre qu'Ortega avait personnellement ordonné l'assassinat de « 300 manifestants contre son régime corrompu et répressif ».




Au cours des deux dernières semaines, je me suis rendu au Nicaragua pour interviewer des dizaines de victimes de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les États-Unis. J'ai rencontré des fonctionnaires de police qui ont vu leurs collègues abattus par des éléments bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester à l'intérieur de leurs locaux, des dirigeants syndicaux sandinistes dont les maisons ont été incendiées, et des citoyens ordinaires qui ont été enlevés à des barrages routiers et extirpés de leurs foyers pour être battus et torturés, parfois avec l'assentiment de prêtres catholiques. Il était clair pour moi que l'opposition nicaraguayenne était tout sauf pacifique dans sa tentative de changement de régime.

Et il était également clair que de nombreux Sandinistes avaient été tués depuis le début du chaos en avril. Les victimes de l'opposition comprennent Gabriel de Jesus Vado, un policier de Jinotepe, qui fut kidnappé, traîné derrière une voiture et brûlé vif sur vidéo lors de la « tranchée » à Monimbo ce mois-ci, un quartier de Masaya que l'opposition occupait violemment depuis des semaines.

*Vidéo : l'officier de police de Jinotepe Gabriel de Jesus Vado brûlé vif par des opposants à un barrage*

*routier à Masaya après avoir été brutalement torturé. Un prêtre catholique local, Harvin Padilla, fut enregistré en train de donner son accord verbal pour le meurtre terrible.*

Mais selon la logique employée par le Congrès et la Maison Blanche, qui tient le gouvernement responsable de chaque mort survenue entre avril et juin au Nicaragua, le meurtre de Vado et d'une vingtaine d'autres membres de la police nationale nicaraguayenne *n'a jamais eu lieu*, pas plus que la mort de quiconque tué par les paramilitaires de l'opposition. C'est ce que vous devez croire si vous blâmez le gouvernement sandiniste pour tous les morts.

La manipulation du bilan des morts par le Congrès et les ONG occidentales de *soft power* est exposée méticuleusement et en détail dans « Monopolizing Death ».

L'auteur de cette étude médico-légale, le chercheur nicaraguayen indépendant Enrique Hendrix, décrit son analyse comme « la preuve d'une campagne qui, en l'absence d'une cause juste, utilise la mort de chaque citoyen comme motif pour manipuler les émotions de la population afin d'opposer « le gouvernement » et « le peuple ».

Hendrix m'a dit qu'il a commencé son étude, « Monopolizing Death », deux semaines après le début des protestations anti-Sandiniste. « Tous les médias d'opposition ont commencé à prétendre que tous ces décès se produisaient [aux mains des forces gouvernementales], et j'avais beaucoup d'incertitudes », a-t-il dit. « J'ai donc commencé à faire des recherches sur les listes des organisations de défense des droits de l'homme et j'ai vraiment essayé de déterminer si le nombre de morts n'était composé que d'étudiants, comme le rapportaient les médias de l'opposition. »

Le texte complet de l'étude de Hendrix, traduit en anglais par le collectif de journalistes Tortilla con Sal, est intégré à la fin de cet article, ainsi qu'une feuille de calcul analysant (en espagnol) chaque décès en détail.

Les ONG partisanes de défense des droits de l'homme en tant qu'arme de changement de régime

L'étude de Hendrix examine les décès enregistrés par les trois principales organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme. Il s'agit du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dont l'implication a été demandée par le gouvernement du Nicaragua le 13 mai dernier, et de l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH).

Ce sont les organisations sur lesquelles le Congrès US, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les organisations internationales de *soft power* comme *Human Rights Watch* se sont appuyés pour comprendre la violence qui a déferlé sur le Nicaragua.

Pendant mon séjour au Nicaragua, j'ai appris comment les membres du CENIDH et de l'ANPDH ont participé activement à la campagne de destitution du gouvernement sandiniste. Par exemple, trois étudiants de l'université publique UNAN m'ont dit que le conseiller juridique du CENIDH, Gonzalo Carrion, était présent avec les étudiants et les militants de l'opposition lorsqu'ils ont pris le campus et que Carrion était même un spectateur de leur violence.

Ramon Avellan, le commissaire de police de Masaya, m'a raconté comment des membres du personnel de l'ANPDH sont apparus à plusieurs reprises à son poste de police aux côtés

de militants de l'opposition pour le supplier de se rendre. Cet acte qui aurait abouti à la prise totale de la ville par l'opposition armée, qui, selon Avellan, comprenait une forte représentation des cartels criminels locaux.

L'ANPDH a été fondée à Miami, véritable base de l'opposition de droite du Nicaragua, et a été financée dans les années 1980 par le National Endowment for Democracy du gouvernement américain pour dépeindre les Contras comme victimes de la brutalité communiste. Aujourd'hui, le groupe reste une arme politique de choix contre le mouvement sandiniste.

Comment les ONG antisandinistes de « défense des droits de l'homme » et Washington ont manipulé les données

Hendrix a constaté que les trois principaux groupes de défense des droits de l'homme autoproclamés au Nicaragua avaient supprimé les contextes des décès qu'ils avaient enregistrés afin *d'associer chaque mort non naturelle survenue dans tout le pays entre le 19 avril et le 25 juin aux meurtres commis par les forces pro-gouvernementales nicaraguayennes*.

Il a constaté que sept catégories de décès étaient incluses dans les rapports sur les droits de l'homme. Toutes les catégories, à l'exception d'une seule, n'avaient aucun lien avec la violence gouvernementale.

Le voici :

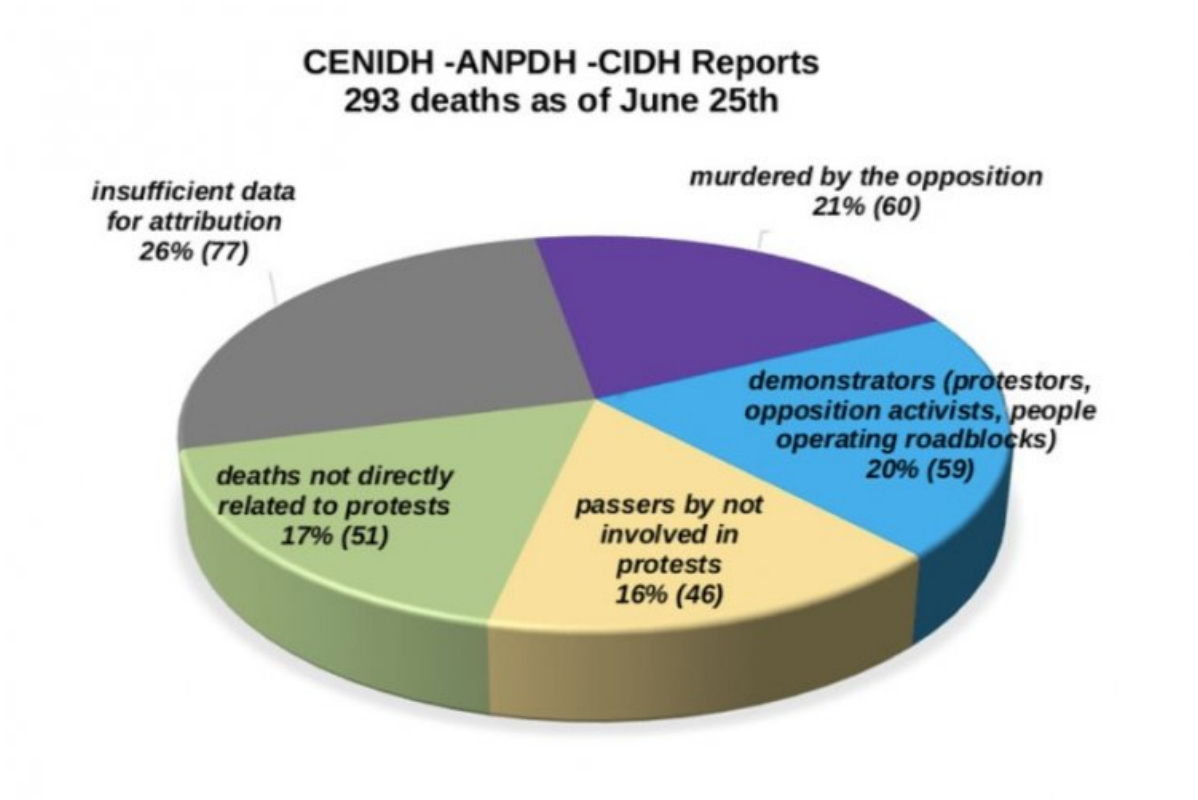
– Noms en double
– Décès non liés aux protestations
– Personnes assassinées par l'opposition
– Les militants de l'opposition, y compris ceux qui sont impliqués dans les actions violentes.
– Des spectateurs innocents
– Noms sans données significatives pour déterminer la cause du décès
– Décès omis dans chaque liste

Selon Hendrix, les rapports du CENIDH, du CIDH, de l'ANPDH et de l'ANPDH ont été complétés par les décès de « victimes d'accidents de la circulation, d'altercations entre gangs, de meurtres par vol, de ceux tués par le tir accidentel d'une arme à feu et, plus absurde encore, d'un suicide ».

L'étude du CIDH comprend neuf noms en double, alors que les trois organisations mentionnent 97 morts qui n'avaient aucun lien avec les manifestations. Les causes de 77 décès mentionnés dans les trois rapports restent inconnues.

Alors que l'opposition nicaraguayenne a hurlé au massacre d'étudiants relevant du génocide, Hendrix a découvert lors de ses recherches que sur la soixantaine de morts parmi les éléments anti-sandinistes aux mains des forces pro-gouvernementales, seuls 16 ou 17 étaient réellement des étudiants.

Le plus choquant est que la recherche médico-légale de Hendrix a démontré que l'opposition a tué au moins autant de partisans sandinistes et d'agents de police que d'opposant tués par les forces gouvernementales. Ce chiffre contredit directement la narrative, diffusée par les États-Unis, d'un dictateur qui fauche les manifestants pacifiques.




Il serait facile pour quiconque connaît la situation qui s'est développée sur le terrain au cours des trois derniers mois de comprendre pourquoi tant de Sandinistes ont été tués.

Fin avril, Ortega a ordonné à ses forces de police de rester dans leurs locaux, comme condition du dialogue national qu'il a entamé avec l'opposition. L'ordre signifiait que pendant environ 55 jours, les partisans sandinistes ont été laissés seuls pour repousser une croisade nationale de vengeance sanguinaire. D'innombrables citoyens ont été battus ou menacés de destruction de biens par l'opposition uniquement parce qu'ils appartenaient au front sandiniste.

Parmi les meurtres de Sandinistes décrits dans le rapport de Hendrix, il y avait un bébé de 25 mois, l'enfant de Gabriella Maria Aguirre, qui est décédée le 13 juin à Masatepe de bronchoaspiration lorsque son ambulance a été retenue à un barrage routier de l'opposition.

Pendant ce temps, dans des villes comme Masaya et Jinotepe, la police s'est retrouvée assiégée, coupée pendant des semaines sans nourriture ou médicaments, et a fini par livrer une bataille féroce avec les militants de l'opposition qui les avaient encerclés.

*Vidéo : Des militants armés de l'opposition ecerclent le poste de police de Sebaco, l'attaquant à coups de grenades et d'armes à feu.*

La mort de ceux qui, au sein des rangs de l'opposition, ont été tués par accident ou à la suite de violences fratricides a également été décontextualisée dans ces rapports et n'est donc pas reconnue comme telle par Washington et les organismes juridiques internationaux. Par exemple, le journaliste guatémaltèque Eduardo Spiegler, qui fut écrasé par un décor de rue – un « arbre de vie » – renversé par des manifestants de l'opposition alors qu'il couvrait leurs actes de vandalisme.

*Vidéo : Des manifestants de l'opposition renversent un « arbre de vie » sur Eduardo Spiegler, un journaliste qui couvrait leur déchaînement, puis dansent dessus pour célébrer.*

Des ONG anti-sandinistes aux organismes internationaux, sans aucun contrôle entre les deux.

Le gouvernement nicaraguayen a nommé sa propre commission composée d'experts indépendants pour enquêter sur les décès survenus depuis avril. Selon Hendrix, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a refusé d'accepter les données de l'enquête officielle du Nicaragua, préférant s'appuyer sur celle de l'ANDPH.

Cela signifie que le principal organisme international chargé de tirer des conclusions sur la violence au Nicaragua s'est largement appuyé sur une ONG partisane résolument anti-sandiniste et n'a pas fait de travail indépendant.

À Washington, pendant ce temps, des membres du Congrès comme Ros-Lehtinen n'ont pas seulement compté sur la narration déformée de l'opposition, ils ont exagéré le nombre de morts pour faire promouvoir une attaque plus profonde contre l'économie du Nicaragua.

Hendrix a souligné qu'étant donné que les ONG locales de défense des droits de l'homme comme ANDPH comptaient tellement sur les médias d'opposition hautement partisans pour établir un bilan, « il est impossible de vérifier dans beaucoup de cas s'ils disent même la vérité « .

Il s'est demandé si « nous ne serions pas devant une manipulation encore plus grande que celle que nous connaissons. »

Max Blumethal

Article original en anglais :



How Washington and Soft Power NGOs Manipulated Nicaragua's Death Toll to Drive Regime Change and Sanctions

Grayzone Project, le 30 juillet 2018

*Traduction VD pour le Grand Soir*

Statistiques des morts au Nicaragua :

Nicaragua's Death Toll, 2018

La source originale de cet article est Grayzone Project
Copyright © Max Blumenthal, Grayzone Project, 2018

*Articles Par :* Max Blumenthal

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca